

POLITIQUE

ÉTRANGÈRE

CANADIENNE



Affaires extérieures External Affairs
Canada Canada

DÉCLARATIONS ET DISCOURS

Notes pour une allocution du
Très Honorable Brian Mulroney,
Premier Ministre, devant
l'Association interaméricaine de la presse

Canada

Vancouver, Colombie-Britannique
Le 15 septembre 1986

Comme c'est la première fois qu'un Premier ministre du Canada prend la parole à un congrès de l'AIP, je voudrais d'abord souligner le rôle historique de votre association dans la promotion et la défense de la liberté de presse à la grandeur de l'hémisphère. Depuis la fondation de votre association, il y a plus de 35 ans, vous avez défendu résolument et courageusement ce principe fondamental de la démocratie.

Certains de vos journalistes ont payé de leur vie leur attachement à ce principe, et je voudrais rendre hommage ici à votre collègue Jose Carrasco Tapia qui a été brutalement assassiné à Santiago la nuit du 7 septembre.

On peut dire à juste titre que vous êtes les sentinelles de la liberté. Ainsi que le dit votre propre Charte, dans une phrase qui défie le temps lui-même: "Sans liberté de presse, il n'y a pas de démocratie". À la grandeur de l'hémisphère, vous avez, à force de ruse et de persévérance, survécu à des régimes antidémocratiques de droite comme de gauche.

C'est en grande partie grâce à votre courage et à la profondeur de votre engagement que la démocratie reprend vigueur dans les Amériques. Tancredo Neves disait après son élection à la présidence du Brésil: "Il n'y a rien de plus noble qu'une nation qui a le courage de regagner sa propre liberté".

Démocratie et développement, voilà ce dont je veux vous parler aujourd'hui d'un point de vue canadien. Nous nous sommes tracé une ligne de conduite cohérente et logique pour jouer, dans la mesure de nos moyens, un rôle constructif dans les affaires d'un monde toujours plus interdépendant.

Avec nos voisins et amis, les États-Unis et le Mexique, nous partageons les richesses et les ressources d'un continent entier. Avec les pays de l'Amérique centrale, de l'Amérique du Sud et des Antilles, nous formons un hémisphère qui comprend près du quart des membres des Nations Unies.

Nous attachons beaucoup de prix à notre appartenance à deux grandes familles de nations, l'une établie de longue date, le Commonwealth, et l'autre encore toute nouvelle, la Francophonie. Ces deux organisations sont pour nous plus que l'héritage de nos mères-patries, la Grande-Bretagne et la France. Elles sont aussi l'expression de notre dualité nationale.

Nous avons des liens innombrables avec les États-Unis, des liens que viennent enrichir des valeurs et des entreprises communes.

Nous travaillons avec ardeur aux Nations Unies et dans d'autres organisations internationales. Nous nous sommes mérité une solide réputation mondiale, grâce aux positions que nous défendons.

Nous contribuons activement aux efforts d'institutions financières internationales, comme le Fonds monétaire international, la Banque mondiale, la Banque interaméricaine de développement et la Banque de développement des Caraïbes pour favoriser le développement économique et pour établir un climat de bonne entente dans les négociations sur la dette extérieure, un problème crucial dans notre hémisphère. Nous faisons partie de l'Alliance atlantique. Nous sommes aussi une nation du Pacifique, comme vous le rappelle le port de Vancouver tout près d'ici.

Certains d'entre vous viennent aussi de pays du Pacifique. Et comme nous venons tous des Amériques, il est dans notre intérêt le plus profond à tous de faire progresser les relations interaméricaines. Nous sommes les héritiers du Nouveau Monde. Le mot "Amérique" vient d'Amerigo Vespucci, un mot qui suscite l'espoir dans le monde entier car il est synonyme de liberté et de terre promise.

De par la nature même de ses habitants, notre pays a toujours favorisé la tolérance, le pluralisme, les solutions négociées. Chez nous, le compromis honorable est plus qu'un outil politique, c'est un signe de force, un mode de vie. La démocratie aussi est un mode de vie chez nous. À nos yeux, elle va de pair avec le développement, et nous trouvons très réconfortant de la voir refaire surface dans notre hémisphère.

Nous voyons poindre une nouvelle aube d'optimisme dans les Amériques. Pensons au Brésil et à l'Argentine, deux grandes nations qui ont accompli de remarquables progrès économiques depuis que la démocratie y a été rétablie, le genre de progrès qui leur permet, ainsi qu'à d'autres pays de l'hémisphère, d'honorer leurs obligations sans renoncer à la croissance.

Peu importe d'où nous venons dans les Amériques, et peu importe comment nous y sommes venus, nous avons un bagage commun de références géographiques, historiques et culturelles et un attachement commun à la démocratie. C'est l'explorateur péruvien Juan Francisco Quadra, par exemple, qui a fait les premiers relevés cartographiques de certaines parties de l'île de Vancouver. Il a été un des premiers Latino-américains, mais nullement le dernier, que leur vie aventureuse a amenés au Canada. En tout et pour tout, environ 300 000 Canadiens ont leurs origines en Amérique latine. Au Nord et au Sud de l'hémisphère, nous avons beaucoup à apprendre les uns des autres.

L'intérêt que les Canadiens portent à l'hémisphère n'est pas nouveau. Je pense ici non seulement aux échanges commerciaux et financiers, aux transactions bancaires et au tourisme, mais aussi à la sécurité, la stabilité et la solidarité. Je pense par exemple à la sécurité de nos approvisionnements de brut vénézuélien, qui représentent 40 % de nos importations de pétrole. Je pense à la stabilité de l'hémisphère, à la sauvegarde de nos valeurs démocratiques et occidentales face à la menace du terrorisme.

Je pense à notre solidarité dans le combat que nous menons contre la drogue. Dans la partie sud de l'hémisphère, vos gouvernements sont aux premières lignes de ce combat. Ils s'efforcent de freiner la poussée de l'offre, tandis que nous nous efforçons de réduire l'attraction de la demande.

Au Nord et au Sud de l'hémisphère, nous avons beaucoup d'intérêts communs, plus que beaucoup d'entre nous ne se l'imaginent. Après les États-Unis, c'est l'Amérique latine qui absorbe le plus gros volume d'investissements directs du Canada, un volume évalué à plus de trois milliards de dollars. Elle vient au quatrième rang de nos partenaires commerciaux, derrière les États-Unis, la Communauté européenne et le Japon. Nous avons plus d'échanges commerciaux avec le Brésil qu'avec l'Australie, presque autant en fait qu'avec tous les pays de l'ASEAN.

Les biens manufacturés représentent 56 % de toutes nos exportations vers l'Amérique latine, et les besoins de cette dernière sont justement dans des secteurs qui font notre force: les transports, les communications, l'exploitation de l'énergie, l'agriculture, les mines et les ressources naturelles. Notre part des importations latino-américaines est d'environ 2,5 %, le double des importations antillaises, tandis que la part des exportations canadiennes dans le monde entier s'établit à 1,5 % si on exclut les États-Unis. Je pense que nous pouvons faire mieux dans vos marchés, et que vos pays peuvent faire mieux dans le nôtre.

Le moment me paraît bien choisi de parler de commerce, puisque c'est aujourd'hui que s'ouvre en Uruguay la phase ministérielle des négociations commerciales multilatérales.

Notre politique commerciale suit deux courants, celui des négociations multilatérales du GATT, et celui des discussions bilatérales que nous avons engagées avec les États-Unis. Ces deux courants vont dans la même direction, ils sont complémentaires. Pour le Canada, il est absolument essentiel que le réseau multilatéral d'échanges soit raffermi, que ses règles soient renforcées et que les économies du Tiers Monde voient s'élargir leurs perspectives de croissance.

Nos discussions avec les États-Unis ne nuiront en rien aux relations commerciales avec nos autres partenaires des Amériques et du monde entier. Près de 80 % de nos exportations sont allées l'an dernier aux États-Unis, pour une valeur d'environ 95 milliards \$. Environ 72 % de nos importations provenaient l'an dernier des États-Unis, pour une valeur proche de 75 milliards \$. Cette relation commerciale bilatérale, qui totalise en valeur près de 170 milliards \$ par année, est la plus importante au monde.

Donc, quoi qu'il se décide entre les partenaires de cette relation, cela ne peut avoir que des effets bénéfiques pour d'autres, d'autant plus que ces discussions visent à faire disparaître des mesures protectionnistes et à réduire des barrières tarifaires et non tarifaires qui font obstacle au commerce. Car, en tant que nation commerçante, nous voulons non seulement des échanges libres, mais nous voulons aussi des échanges équitables.

C'est d'ailleurs nous qui avons fait porter les préoccupations du secteur agricole à l'ordre du jour du Sommet de Tokyo en mai dernier. Nous nous inquiétons énormément des répercussions que pourrait avoir sur les agriculteurs, dans l'hémisphère entier tout autant qu'au Canada, l'escalade de la guerre des subventions agricoles que se livrent les États-Unis et la Communauté européenne.

Par ailleurs, le Canada est sensible aux préoccupations de ses partenaires latino-américains et il n'hésite pas à favoriser une approche souple des problèmes d'endettement et de développement dans des instances comme le Sommet des Sept nations, le groupe des sept ministres des Finances qu'on appelle le G-7, le Fonds monétaire international et le Club de Paris.

Nous savons que la gestion de la dette extérieure pose sans aucun doute le plus formidable des défis à de nombreux gouvernements d'Amérique latine. Nous savons que le seul moyen d'alléger ce fardeau qui accable l'Amérique latine passe par le genre de stabilisation et de croissance non inflationniste qui commence à se manifester au Brésil et en Argentine. Nous savons qu'avec une dette extérieure de -360 milliards \$US, qui augmente de jour en jour, l'hémisphère est assis sur une véritable bombe à retardement, qui menace non seulement la stabilité du système financier international, mais notre mode de vie lui-même.

Nous croyons au Nord que devant une telle situation, les crédateurs doivent faire preuve de souplesse quand vient le temps de renégocier et de refinancer les emprunts des États débiteurs. Nous savons qu'au Sud, la situation a exigé des mesures difficiles, draconiennes même, et de lourds sacrifices.

Puisqu'elles ont emprunté pour grandir, les nations en développement doivent maintenant avoir le droit de contribuer à l'économie internationale. Le Canada est fermement en faveur d'une approche souple et juste qui donnera aux États débiteurs amplement le temps de trouver des solutions raisonnables à ce problème. Puisqu'elles ont pris les mesures nécessaires pour réduire leur dette, les nations en développement doivent maintenant avoir le droit de commercer pour connaître un regain de croissance. C'est aussi simple et aussi complexe que cela, et c'est pourquoi nous avons donné notre appui à l'initiative Baker.

Et c'est une des raisons pour lesquelles nous attachons tous tellement d'importance aux négociations qui s'ouvrent aujourd'hui à Punta del Este. C'est la première fois que les signataires du GATT se réunissent dans un pays en développement, et le fait qu'ils aient choisi Punta del Este nous rappelle à tous le rôle important que joue l'Amérique latine dans le système commercial international. Nous sommes heureux que le Mexique y participe pour la première fois, et nous comptons sur lui pour apporter une vigueur nouvelle à la défense des intérêts de l'hémisphère dans les instances de cette organisation mondiale du commerce.

L'investissement aussi à son rôle à jouer dans la restructuration des économies qui émergent, et les investisseurs canadiens n'ont nul besoin de se faire rappeler l'importance de l'Amérique latine. Nos gens se sont faits les ambassadeurs du Canada dans tout l'hémisphère, depuis les missionnaires jusqu'aux investisseurs et aux industriels, sans oublier bien entendu tous ceux qui, l'hiver venu, s'y rendent en quête du soleil.

Mais j'aimerais également souligner la participation financière du Canada aux initiatives de modernisation de la région. En Colombie, par exemple, nous participons au financement d'un projet de génératrice hydro-électrique de 77 millions \$, destinée à la ville de Bogota.

À la Grenade, notre Société pour l'expansion des exportations, l'Agence canadienne de développement international et les banques participent à un programme de financement parallèle de 15 millions \$ grâce auquel l'île sera bientôt dotée d'un nouveau réseau téléphonique, mis en place par la Northern Telecom. Au Pérou, le Canada a financé la construction d'un institut de technologie auquel il fournit une expertise depuis huit ans.

Par ses programmes d'aide publique au développement, le Canada fait parvenir chaque année près de 200 millions \$ en Amérique latine, une aide qui montre bien notre confiance dans l'avenir des Amériques.

Je connais l'immense potentiel que recèle cette région du monde, et la volonté de réussir qui s'y manifeste. La réunion des chefs de gouvernement du Canada et des Antilles du Commonwealth, à laquelle j'ai participé à la Jamaïque l'an dernier, a mené à la création de CARIBCAN, un nouveau programme d'aide économique et commerciale qui s'est développé à partir des relations particulières qu'entretiennent le Canada et les Antilles du Commonwealth.

Mais l'intérêt du Canada pour les Antilles ne se limite aucunement aux États membres du Commonwealth. Nous avons suivi de près et accueilli avec soulagement le changement de gouvernement en Haïti et l'évolution de ce pays vers la démocratie.

Beaucoup d'Haïtiens ont été chassés de leur patrie par la brutalité du régime Duvalier, par les affres de la pauvreté, et ont établi des communautés un peu partout dans le monde, dont celle que nous avons à Montréal, la troisième en importance. Le Canada n'est pas seulement disposé à accueillir Haïti dans les rangs des nations libres; nous sommes disposés aussi à lui fournir une aide économique, que nous allons d'ailleurs doubler l'an prochain pour la faire passer à 13 millions \$. Et dans ce cas aussi, je suis convaincu que la démocratie ira de pair avec le développement.

Nous nous réjouissons des progrès de la démocratie en Amérique centrale, mais nous nous inquiétons vivement de la polarisation qui s'y produit actuellement. Depuis deux ans, le Canada a envoyé des observateurs suivre le déroulement des élections au Salvador, au Honduras et au Guatemala; dans chaque cas, leurs comptes rendus ont été extrêmement favorables. Malheureusement, nous savons trop bien qu'il y a des violations des droits de la personne au Guatemala et au Salvador, et cette situation continue de nous troubler profondément.

Nous savons aussi qu'il y a de graves violations des droits civiques au Nicaragua. Ainsi, nous trouvons extrêmement déplorable la fermeture du journal La Prensa, qui est représenté dans cette salle mais qui est interdit dans les rues de Managua. C'est pourquoi j'invite les dirigeants sandinistes à se rappeler dans quel esprit est née leur révolution. Dans cet esprit, un évêque ne serait pas écarté de sa chaire et un journal ne serait pas frappé d'interdit.

Nous ne sommes pas non plus en faveur d'exporter la révolution, pas plus que nous n'approuvons l'intervention d'une tierce partie où que ce soit en Amérique centrale, quelle que soit cette tierce partie, et quels que soient ses intérêts légitimes dans la région. Nous déplorons que les tiraillements Est-Ouest se soient propagés jusqu'en Amérique centrale, et nous n'approuvons pas qu'un pays, quel qu'il soit, fournisse des armes à une faction de la région, quelle qu'elle soit.

C'est pourquoi nous appuyons l'Initiative de Contadora, aussi peu fructueuse qu'elle ait pu être jusqu'ici, comme étant le meilleur instrument de réconciliation en Amérique centrale. Nous savons que seuls le développement et la paix permettront à la démocratie de prospérer. Avec le développement, les peuples d'Amérique centrale pourront mettre leur espoir dans la démocratie et n'auront pas à se tourner vers des remèdes totalitaires pour guérir leurs maux économiques.

Le Canada a accueilli des milliers de réfugiés latino-américains, surtout depuis le renversement du gouvernement Allende. Le Chili est un berceau de la démocratie dans notre hémisphère, et nous attendons avec impatience qu'y soient rétablies les libertés démocratiques. Malheureusement, des actes insensés de violence perpétrés par les opposants comme par les partisans du présent régime viennent encore une fois de provoquer un recul. Le Canada condamne au plus haut point cette violence.

Parfois, en Amérique du Nord, nous avons tendance à oublier que la démocratie est très vivace en Amérique du Sud. Cette année marque pourtant le centenaire de la Constitution de la Colombie, et le moment me paraît tout indiqué pour évoquer ici une phrase du général Francisco de Paula Santander, frère d'armes de Simon Bolivar devenu par la suite président de la Colombie: "Si les armes nous ont apporté l'indépendance, disait-il, c'est le règne du droit qui garantit notre liberté".

Parfois, en Amérique du Nord, nous avons tendance à oublier l'histoire de la démocratie en Amérique latine, une histoire pourtant continentale dans son envergure et vraiment inspirée dans sa démarche. Parfois aussi, nous avons tendance à oublier que les pères fondateurs de vos républiques étaient des enfants du Siècle des lumières. Ils ont légué au Nouveau Monde comme à l'Ancien les principes de la non-ingérence dans les affaires souveraines des autres nations et du respect des règles du droit international.

Au Canada, nous avons aussi reçu cet héritage. Et nous allons continuer de promouvoir cette communauté d'intérêts qui nous incite à collaborer avec beaucoup de vos nations, renforçant ainsi le rôle des puissances moyennes dans les affaires internationales. Il en a été ainsi depuis la fondation de la Société des Nations après la Première Guerre, et des Nations Unies après la Seconde.

Dans ce sens, nous sommes tous les héritiers et les dépositaires des traditions démocratiques des Amériques. Nous sommes tous les descendants spirituels des peuples indigènes des Amériques, ainsi que des intrépides explorateurs qui ont bravé l'immensité d'un océan, à la recherche des Indes, et qui ont plutôt découvert l'hémisphère occidental. Et nous sommes tous encore à la recherche d'un monde nouveau et meilleur.